



NOTRE DESTIN N'EST PAS INSCRIT DANS LES ETOILES, IL EST ENTRE NOS MAINS ...

Jean Monnet, le père de l'intégration européenne, concluait ainsi ses mémoires: *"La Communauté que nous avons créée n'a pas sa fin en elle-même. ...Et la Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain."*

Au moment où l'Europe et ses partenaires méditerranéens se retrouvent à Naples, pour une dernière réunion avant l'élargissement historique de l'Union européenne (UE), en vue de débattre de l'avenir de leur relation, ces mots prennent une résonance particulière. Le processus de Barcelone reste aussi précieux pour répondre à nos besoins et donner corps à nos aspirations qu'à son lancement en 1995. Il représente toujours le meilleur cadre multilatéral dont nous disposons pour examiner les questions de l'instabilité et de la diversité de la région méditerranéenne, en rassemblant autour d'une même table des pays qui, sinon, ne se rencontreraient pas.

Il n'en demeure pas moins que l'élargissement de l'UE nous impose de nouvelles obligations. Certains pays de la région craignent qu'il entraîne de nouvelles fractures, au détriment des relations euro-méditerranéennes. À nos yeux, l'élargissement, au contraire, insufflera une nouvelle dynamique à la contribution de l'Europe à la paix, à la stabilité et à la prospérité le long de nos frontières communes. Pour la première fois, l'UE a décidé de considérer ses partenaires méditerranéens sur un pied d'égalité avec les pays limitrophes d'Europe orientale. La volonté de réforme politique et économique de nos voisins, qu'ils se situent dans le bassin méditerranéen ou en Europe orientale, déterminera les avantages que chacun d'eux tirera des possibilités offertes par l'élargissement.

Ne nous berçons pas d'illusions pour autant, les défis qui nous attendent sont immenses. La crise en Irak, le piétinement du processus de paix au Moyen-Orient et les récents attentats terroristes à Istanbul – après ceux qu'ont connus l'Arabie saoudite et le Maroc – mettent en lumière les menaces qui pèsent sur la stabilité de la région. Selon le rapport des Nations unies sur le développement humain dans les pays arabes, ces derniers n'ont pas véritablement progressé en raison du retard qu'ils ont pris pour se démocratiser et se réformer. Nous devons nous montrer tout aussi attentifs à ne pas laisser le fondamentalisme et le terrorisme anéantir les efforts que nous déployons pour faire avancer la région méditerranéenne. La gravité de ces problèmes devrait nous inciter à nous concentrer sur le renforcement du partenariat euro-méditerranéen, et non à nous en défier.

On évoque souvent le "choc de civilisations" en parlant du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. S'il est vrai que la culture et l'identité sont souvent au cœur des conflits les plus complexes qui déstabilisent la planète, elles peuvent aussi favoriser leur résolution. Plus que jamais, il faut répéter à nos peuples que nous pouvons nous servir de la diversité de nos cultures pour bâtir des ponts qui nous relie et nous rapprochent, et non pour creuser des



fossés qui nous séparent. Par le dialogue, apprenons chacun à mieux comprendre la culture de l'autre. À Naples, nous espérons instituer une Fondation euro-méditerranéenne pour le dialogue des cultures, qui jouera un rôle de catalyseur pour des initiatives visant à favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle dans toute la région euro-méditerranéenne, à l'intérieur d'un espace d'échange dans lequel les citoyens pourront faire entendre leur voix.

J'espère que la société civile des pays méditerranéens, dont la faiblesse ralentit pour le moment le rythme de la réforme, apportera sa pleine participation aux activités de cette fondation. Un processus de transformation sociale durable doit aussi encourager la société civile à apporter une contribution positive et spontanée à la réforme. Il faut pour y parvenir une volonté réelle des pouvoirs publics de s'adapter aux nouveaux rapports entre l'État, les marchés et la société, et de reconnaître que les relations avec la société civile ne doivent pas nécessairement être considérées comme un jeu à somme nulle. Il s'agit néanmoins d'accélérer cette évolution.

Le dialogue entre nos peuples devrait s'appuyer sur des réformes tant politiques qu'économiques. À Naples, nous formons aussi l'espoir de nous mettre d'accord sur la création d'une assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, qui permettra aux députés des deux rives de la Méditerranée d'échanger des idées sur le fonctionnement d'un régime démocratique dans un État moderne et sur les moyens de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée, tout en respectant les droits de l'homme et l'État de droit, y compris l'indépendance de la justice. Cette assemblée offrira par ailleurs à des parlementaires de pays comme le Maroc ou la Jordanie la possibilité de partager leur expérience de la réforme démocratique dans un régime qui respecte pleinement l'islam.

Il est tout aussi indispensable d'engager des réformes économiques. Nos partenaires doivent pouvoir proposer un avenir acceptable à leurs citoyens. En dépit des efforts que nous avons consentis jusqu'à présent, notamment sous la forme d'une aide économique, d'une assistance technique et de concessions commerciales considérables, l'écart de prospérité entre l'UE et les pays du Sud de la Méditerranée ne se résorbe pas. Nous savons déjà qu'il faudra créer quarante millions d'emplois au cours de la prochaine décennie ne serait-ce que pour maintenir les niveaux d'emploi actuels. S'ils veulent récolter les fruits du libre-échange et attirer un volume important d'investissement intérieur et étranger, nos partenaires méditerranéens ne pourront pas se dispenser de modifier en profondeur leur réglementation et leurs institutions. Ces mesures permettront en outre aux échanges commerciaux entre nos partenaires méditerranéens eux-mêmes de prendre enfin un véritable essor. C'est pourquoi, à Naples, nous évoquerons la forme que devraient revêtir les opérations de prêt de la Banque européenne d'investissement dans la région pour accentuer leur effet positif sur le développement du secteur privé.

Nous sommes fermement convaincus qu'il est du devoir de l'Union européenne de soutenir ses voisins méditerranéens. C'est aussi notre intérêt bien compris que de contribuer à la consolidation de la démocratie et à la prospérité économique dans toute cette région, qui a pour l'UE un poids géostratégique particulier, ne serait-ce qu'en raison de ses ressources



énergétiques et des flux migratoires. Nous sommes confortés dans ce choix lorsque nous voyons que les États-Unis et d'autres commencent à suivre notre stratégie en soutenant la réforme politique et économique. En dernière analyse, cependant, il appartient aux pays eux-mêmes de démontrer leur volonté profonde de hisser leur pays au niveau des normes du 21ème siècle en matière de droits individuels, de libertés publiques et d'ouverture des marchés. Comme le mentionnait aussi le rapport des Nations unies sur le développement humain dans les pays arabes, la réforme ne sera durable que si elle vient de l'intérieur. Nous ne saurions prendre la tête du mouvement, nous ne pouvons que l'accompagner.

Il revient aux pays méditerranéens de prendre des mesures concrètes pour instaurer pleinement la démocratie et l'économie de marché, pour assurer l'éducation pour tous, en particulier pour les femmes, et pour approfondir encore le respect des droits de l'Homme. En contrepartie, l'initiative "Europe élargie" que nous avons récemment lancée entend intégrer nos voisins partenaires dans le nouveau marché intérieur européen élargi en fonction de leur préparation. Nous proposons à nos voisins - je le répète, aussi bien du bassin méditerranéen que d'Europe orientale - d'avancer parallèlement en direction des quatre libertés fondamentales de l'UE, c'est-à-dire la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. Le rythme de cette progression dépendra de la volonté de réforme de chaque pays. On dit parfois que les frontières sont les cicatrices laissées par l'histoire. Nous espérons plutôt que nos voisins méditerranéens verront nos frontières élargies comme des passerelles qui leur donneront accès à un avenir meilleur.

Nous vivons une période difficile. Nous avons cruellement besoin d'une approche commune qui nous permette de faire avancer ensemble une région dont le destin a trop souvent été tributaire de décisions prises ailleurs. Comme l'Union européenne, le processus de Barcelone n'est pas une fin en soi. Il nous donne les moyens d'être à la hauteur de notre responsabilité dans la région. C'est pourquoi nous devons exploiter au mieux notre réunion de Naples. Comme l'a dit Shakespeare en substance, notre destin n'est pas inscrit dans les étoiles, il est entre nos mains. Nous ne pouvons pas nous permettre de faillir.